

Noëlline Castagnez, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*

Gilles Richard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1199>

DOI : 10.4000/abpo.1199

ISBN : 978-2-7535-1496-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2004

Pagination : 157-158

ISBN : 978-2-7535-0082-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Gilles Richard, « Noëlline Castagnez, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 111-4 | 2004, mis en ligne le 20 décembre 2006, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1199> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.1199>

L'ouvrage se veut un instrument de travail pratique, ce qu'il sera sans aucun doute : le classement alphabétique a été dans ce but suivi d'un appendice chronologique, replaçant chaque nom dans son siècle. On peut regretter dans cette perspective l'absence d'un classement géographique, qui eut été fort utile au chercheur local.

L'introduction précise pour chaque époque les conditions juridiques qui limitent ou facilitent pour les femmes l'entrée dans les professions du livre. Sous l'Ancien Régime, seules les veuves peuvent tenir en leur nom imprimerie ou librairie. Outre les lacunes des sources, cette condition par nature temporaire rendrait artificielle toute étude statistique. Pour le XIX^e siècle, il devient au moins possible de dégager de grandes tendances : entre 1840 et 1870, le nombre des femmes à la tête d'une imprimerie ne dépasse qu'exceptionnellement 10 % ; elles sont beaucoup mieux représentées dans le commerce du livre : toujours proche au minimum de 20 %, leur place semble s'accroître sous le Second Empire, pour atteindre 34 % en 1870, terme de l'étude (la période suivante ne permettant pas de distinguer à coup sûr les libraires de femmes qui, tout en ayant un brevet, ne vendent de livres qu'à titre accessoire, pour compléter de maigres ressources).

Certes l'auteur montre comment, au XIX^e siècle, des femmes ont pu trouver dans la librairie des perspectives de promotion sociale ; il souligne bien comment, au terme chronologique de son travail, « leur présence dans ces métiers devient normale, comme elle l'était autrefois dans ceux de l'habillement et de l'alimentation ». Mais cette constatation, historiquement importante, d'un changement historique ne vaut guère que pour les dernières années. L'auteur distingue trois niveaux de réussite : les femmes pour qui ce métier n'est qu'un gagne-pain qui ne les sort pas toujours de la pauvreté ; celles qui ont connu « une carrière honorable » ; « celui des grandes carrières ». Mais, poids numérique mis à part, sont-elles en cela bien différentes des hommes ? C'est le problème principal que pose un tel ouvrage, qui sera cependant un utile instrument de travail. L'histoire du livre nous semble pouvoir davantage progresser par des études régionales précises : signalons à ce sujet aux lecteurs de cette revue le travail récemment publié de Patricia Sorel, *La Révolution du livre et de la presse en Bretagne (1780-1830)*.

Jean QUENIART

CASTAGNEZ, Noëline, *Socialistes en République. Les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2004, 414 p.

L'ouvrage est directement tiré de la thèse de doctorat d'histoire que Noëline Castagnez a soutenue en 2002 à Paris IV sous la direction de Jean-Marie Mayeur, et qui s'intitulait *Les parlementaires SFIO de la IV^e République. Biographie collective d'une élite militante*. Il s'agit d'un modèle d'étude prosopographique, portant sur un corpus de 301 personnes : l'ensemble des hommes et des femmes qui ont exercé, au titre de la SFIO, un ou plusieurs mandats de député ou de sénateur entre 1945 et 1958. Les sources mises en œuvre sont considérables : dossiers individuels des parlementaires, archives internes de la SFIO, papiers personnels de plusieurs dizaines d'intéressés, entretiens avec certains survivants, propagande électorale, discours prononcés à la tribune de l'Assemblée nationale ou du Conseil de la République, etc. L'auteur en tire un portrait de groupe tout à fait passionnant pour qui s'intéresse à l'histoire des partis ou à celle des institutions, croisant en permanence données individuelles et considérations nationales.

Ce portrait de groupe, N. Castagnez le dresse en trois parties solidement articulées. Premier point de vue : après un retour sur la très grave crise qui secoua le parti entre 1938 et 1940, une analyse serrée de la reconstitution de la SFIO à la Libération sur la base d'une épuración drastique des éléments non résistants : seuls 36 des 168 parlementaires socialistes avaient en effet refusé les pleins pouvoirs à Philippe Pétain le 10 juillet 1940. Mais la sélection des candidats aux élections nationales de 1945-1946 sur la base de la participation à la Résistance (plus de 80 % des élus) s'accompagna d'un échec des dirigeants de la clandestinité (Daniel Mayer et Léon Blum) dans l'élargissement du recrutement des candidats en dehors du parti proprement dit et de ses organisations satellites. Méfiance très forte aussi vis-à-vis des femmes, sous-représentées par rapport au PCF ou même au MRP. L'immense majorité des parlementaires socialistes de la IV^e République furent donc des individus ayant un long passé militant au sein de la SFIO de l'entre-deux-guerres, voire du début du siècle, et la continuité entre l'avant et l'après-guerre fut ainsi très nette. Deuxième point de vue : l'étude fine des itinéraires socio-politiques des 301 membres du corpus. Origines sociologiques tout d'abord : les classes moyennes l'emportaient de façon indiscutable sur les classes populaires. Rôle clef de l'école comme moyen de promotion sociale ensuite avec une forte proportion d'enseignants (un tiers du corpus !) et une fréquence du militantisme au SNI, dans les patronages laïcs, aux amicales Jules Ferry, à la Ligue de l'enseignement, à la Libre Pensée, etc. ainsi qu'une implication majoritaire dans la franc-maçonnerie et dans la Ligue des droits de l'homme. Enfin, une tendance grandissante (déjà présente depuis 1934-1935, mais à une échelle bien moindre) à la « notabilisation » par le cumul des mandats municipaux, départementaux et nationaux pour plus de 80 % d'entre les 301 parlementaires étudiés. Troisième point de vue : leurs parcours politiques de 1945 à 1958, envisagés à travers quelques grands épisodes de la période : la question de « l'unité organique » avec le PCF en 1945, la rupture du tripartisme et la constitution de la troisième Force en 1947, la querelle de la CED en 1954, l'enlèvement dans la guerre d'Algérie à partir de 1956 et le retour au pouvoir de Charles de Gaulle. Il manque là, probablement, une étude approfondie de la place des parlementaires dans les structures partisans de la SFIO, et des alliances électorales (fluctuantes) tant dans les départements qu'au Parlement. Mais le livre offre un moyen privilégié de mesurer, dans toute son ampleur, la gravité de la crise qui frappa le parti en 1958. Depuis 1905, les parlementaires socialistes s'identifiaient complètement à la République et à ses combats (dreyfusisme, anticléricalisme, parlementarisme), au point d'avoir capté finalement l'essentiel de l'héritage radical. Ils ne purent qu'être profondément affectés par la ligne politique suivie à partir de 1947, entraînant d'abord une alliance privilégiée avec le MRP jusqu'en 1951, puis, à partir de 1956, sous la conduite de leur propre dirigeant, Guy Mollet, une série d'atteintes inadmissibles aux libertés publiques et aux droits des individus au nom de la sauvegarde de l'Algérie française. Cela déboucha, malgré le culte de l'unité méthodiquement entretenu depuis le congrès de Tours, sur la scission de septembre 1958 conduite par près d'un tiers des députés du groupe socialiste (création du PSA), et fit entrer le parti dans une période de déclin dont il ne sortit véritablement qu'entre 1971 et 1974, au prix d'une mutation d'envergure.

Rigoureusement composé et agréablement écrit, le livre de N. Castagnez se termine par quelques annexes fort utiles et un index de plus de 600 noms propres. Un seul regret : l'absence d'un index des départements qui aurait aidé à resituer les parcours individuels des parlementaires dans leurs fédérations respectives.

Gilles RICHARD